

Communiqué de Ensemble! Loi sur la transition énergétique : le compte n'y est pas !

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 17 octobre 2014

« Transition énergétique pour la croissance verte » l'intitulé du projet de loi donne à lui seul une indication de taille sur son contenu.

Niant finalement l'ampleur du changement climatique et ses conséquences sur la vie quotidienne, la loi se contente d'envisager « l'atténuation » des effets du réchauffement du climat, sans objectifs précis de réduction des Gaz à Effet de Serre.

Le changement climatique est vu comme une « opportunité » pour de nouveaux marchés de « croissance verte », alors que le développement productiviste épuise les ressources naturelles.

Si la promesse de campagne de Hollande de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50% à l'horizon 2025 est réaffirmée, on ne voit pas tout comment elle pourrait être réalisée sans engager résolument un plan de fermeture progressif des centrales les plus anciennes et dangereuses – notamment Fessenheim – le tout en favorisant le recours aux véhicules électriques, énergivores et ...nucléaires.

Des dispositions de la loi vont dans le bon sens bien que totalement insuffisantes, d'autres induisent des effets pervers : privatisation des barrages hydro-électriques, le recours prévisible au chauffage électrique dans les logements, ou les chèques pour la rénovation thermique des bâtiments dont les conditions d'attribution sociale et fiscale restent floues, rien sur la précarité énergétique.

C'est le lobby nucléaire qui semble avoir tenu le stylo, tout comme le lobby des sociétés d'autoroute et du transport routier avec le renoncement à toute fiscalité écologique

juste, à l'organisation de la relocalisation des productions et du report du transport routier ...Le financement du fret ferroviaire est absent du texte !

La facture pécunière et écologique sera payée par les contribuables et usagers, dans un contexte d'austérité budgétaire et de baisse des dotations du ministère de l'écologie (12% en deux ans).

Lors des prochaines mobilisations pour la justice sociale et climatique, notamment la réunion de la COP 21 en 2015 à Paris, Ensemble ! et ses partenaires prendront toute leur place pour exiger que la transition énergétique devienne enfin une question démocratique, citoyenne pour des changements radicaux.